

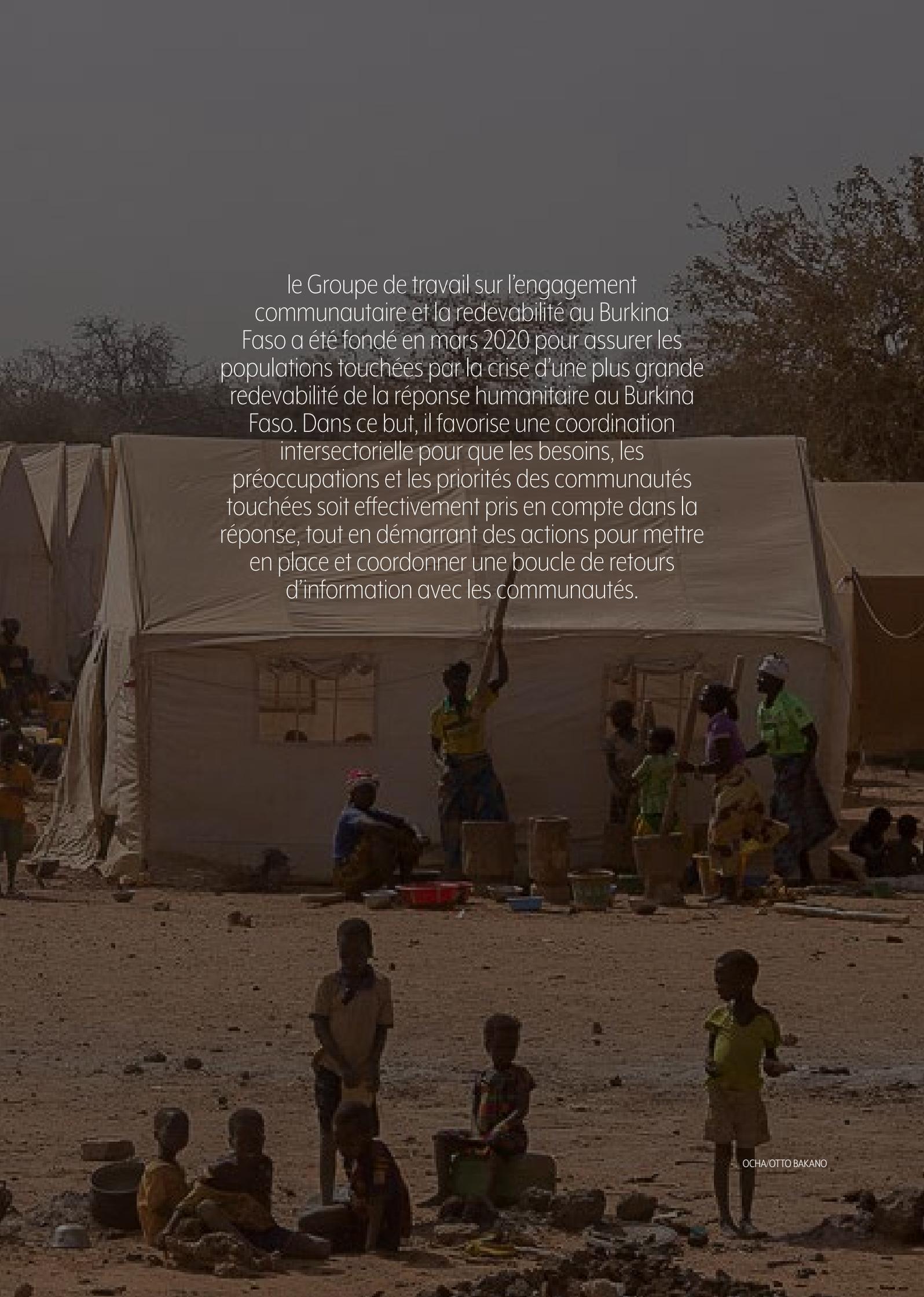


ÉTUDES DE CAS

Collaboration mondiale et locale pour accélérer la mise en place d'une plateforme collective d'engagement communautaire et de redevabilité : leçons du Burkina Faso

JANVIER 2021





le Groupe de travail sur l'engagement communautaire et la redevabilité au Burkina Faso a été fondé en mars 2020 pour assurer les populations touchées par la crise d'une plus grande redevabilité de la réponse humanitaire au Burkina Faso. Dans ce but, il favorise une coordination intersectorielle pour que les besoins, les préoccupations et les priorités des communautés touchées soit effectivement pris en compte dans la réponse, tout en démarrant des actions pour mettre en place et coordonner une boucle de retours d'information avec les communautés.



N E T W O R K

ÉTUDES DE CAS



Collaboration mondiale et locale pour accélérer la mise en place d'une plateforme collective d'engagement communautaire et de redevabilité : leçons du Burkina Faso



OCHA/GILES CLARKE

Le Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest, couvre une superficie d'environ 274 200 kilomètres carrés et est bordé par le Mali au nord-ouest, le Niger au nord-est, le Bénin au sud-est, le Togo et le Ghana au sud et la Côte d'Ivoire au sud-ouest.

Qu'est-ce que cette initiative ?

La mise en place et l'opérationnalisation de plateformes et de mécanismes inter-agences pour soutenir l'engagement communautaire et la redevabilité dans la réponse humanitaire au Burkina Faso.

LE NOYAU CENTRAL DE CETTE PLATEFORME collective d'engagement communautaire est le Groupe de travail sur l'engagement communautaire et la redevabilité (Community Engagement and Accountability Working Group ou CEAWG), qui assure une participation inter-agences robuste et cohérente autour des principes de la communication avec les communautés, l'écoute de leurs retours et de l'adaptation des programmes humanitaires pour être plus réactifs.

Le CEAWG au Burkina Faso a été fondé en mars 2020 pour assurer les populations touchées par la crise d'une plus grande redevabilité de la réponse humanitaire au Burkina Faso. Dans ce but, il favorise une coordination intersectorielle pour que les besoins, les préoccupations et les priorités des communautés touchées soit effectivement pris en compte dans la réponse, tout en démarrant des actions pour mettre en place et coordonner une boucle de retours d'information avec les communautés. Le groupe a été créé avec des [termes de référence clairement définis](#), un Plan d'action et des directives claires pour la coordination avec les clusters, l'Équipe humanitaire pays, les organismes gouvernementaux concernés et les groupes d'ONG.



Le groupe est aujourd'hui composé de membres aussi hétérogènes que dynamiques, issus des agences des Nations Unies, des ONG nationales et internationales, des clusters, des agences donatrices, du gouvernement, des médias et du secteur privé.

Comment a-t-on pris en compte la localisation ?

Pour la mise en œuvre de ce projet, qui avance l'idée d'un partenariat local-mondial, un nouveau modèle fut mis en œuvre. Ce fut possible grâce à une approche novatrice consistant à recruter un coordinateur national confirmé bilingue (français-anglais), travaillant à temps plein depuis la capitale Ouagadougou, tout en conservant le consultant international (qui avait effectué une étude préalable) en tant que conseiller. Ce dernier apportait un support technique et une supervision, et faisait le lien avec les ressources au niveau mondial. La prise de décision se faisait en concertation alors que la mise en œuvre était le fait du coordinateur national. L'approche fut efficace, les décisions sur les buts à atteindre, comment et avec qui, furent nourries par une quintessence des réseaux et des ressources globales d'une part, et les connaissances, réseaux et meilleures pratiques locales de l'autre. Cette approche fut facilitée par CDAC, en partenariat avec OCHA, qui accueillit l'équipe de coordination dans le pays. Le chef de bureau OCHA ayant déjà travaillé avec les initiatives CCEA était d'ailleurs un fervent partisan de leur intégration dans la réponse humanitaire globale. Ce partenariat local-mondial a accéléré la création du groupe de travail et la promotion des bonnes pratiques et de la localisation dans le CEA et l'action humanitaire.

Le coordinateur national fut nommé en avril 2020, et l'opérationnalisation du CEAWG a connu des progrès considérables au cours de sa première année, en particulier au vu des retards et des difficultés engendrés par la pandémie COVID-19 en mars et avril 2020. Les objectifs du CEAWG et le plan de travail du coordinateur pour la phase initiale ont été tirés des recommandations formulées par le groupe de travail lui-même et ceux décrits dans [l'Analyse situationnelle](#) menée par CDAC, en partenariat avec OCHA, en décembre 2019. Le groupe est aujourd'hui composé de membres aussi hétérogènes que dynamiques, issus des agences des Nations Unies, des ONG nationales et internationales, des clusters, des agences donatrices, du gouvernement, des médias et du secteur privé (une liste complète se trouve à la fin de ce document). En 2020, deux groupes de travail régionaux ont été créés dans les régions de l'Est et du Centre-Nord, pour répondre à des besoins locaux et faciliter la coordination des organisations travaillant plus spécifiquement avec ces communautés régionales. Les actions de tous les groupes de travail sont documentées sur le portail qui a été développé sur le [site web de la réponse humanitaire](#), et qui sert de ressource pour toutes les agences et organisations cherchant à renforcer l'engagement communautaire et la redevabilité dans le pays.



Avec le soutien de l'équipe de coordination CDAC, l'UNICEF, membre actif du CEAWG au niveau national, a chapeauté la mise en place de deux groupes de travail au niveau régional

LA REGION OCCIDENTALE

Le groupe de travail (GT) dans la région Est a été créé en juin 2020. Le groupe est présidé par la Direction régionale chargée des affaires humanitaires et coordonné par l'UNICEF. Parmi ses membres on compte des ONG internationales et nationales, le CICR, des agences des Nations Unies ainsi que des départements gouvernementaux locaux tels que la Direction régionale de la santé et la Direction régionale des enseignements préscolaire, primaire et non formel. Le groupe se réunit une fois par mois et a défini des termes de référence et un plan d'action pour le deuxième semestre 2020. Au programme, la cartographie des activités et des mécanismes CCEA menées par les acteurs humanitaires dans la région, le renforcement des capacités et le partage d'expériences et de ressources. En novembre, le GT organise un atelier de formation à Fada N'Gourma pour renforcer les capacités CCEA de ses membres.

LA REGION CENTRE-NORD

Le groupe de travail (GT) de la région Centre-Nord a été créé en septembre 2020. Le groupe est présidé par le gouverneur de la région et coordonné par l'UNICEF, en étroite collaboration avec OCHA. Le groupe de travail se réunit une fois par mois, a défini des termes de référence et travaillera sur un plan d'action à mettre en œuvre en 2021. Parmi ses membres, des ONG internationales et nationales, des agences des Nations Unies, ainsi que la Direction régionale de la santé. Jusqu'à fin 2020, le groupe de travail du Centre-Nord travaille à attirer de nouveaux membres et a commencé à proposer un support technique à la demande des membres mettant en œuvre des projets dans la région. En novembre, il soutient la Fondation Hirondelle en proposant aux jeunes femmes PIDP à Kaya des stages de développement des compétences CCEA. Les stagiaires pourront utiliser leurs compétences pour collecter et transmettre les retours d'informations des communautés dans les sites PIDP où elle vivent.

Le Groupe de travail (GT) national a fourni un support technique pour la mise en place de GT régionaux et continue de le faire concernant l'élaboration des documents clés et les formations de développement de compétences. Les coordinateurs régionaux participent à toutes les réunions du GT national. En 2021, on prévoit la création de nouveaux GT dans d'autres régions (Sahel, Nord, Boucle du Mouhoun), dont une communauté de pratique pourra émerger, constituée de tous les coordinateurs aux niveaux régional et national, pour assurer une coordination et un partage d'informations efficaces.





Plus de trois millions et demi de personnes sont confrontées à des besoins essentiels non satisfaits, du fait de la détérioration de leurs conditions de vie; parmi elles, plus d'un million de personnes ont besoin de services liés à leur survie.

Pourquoi cette initiative ?

Le Burkina Faso continue de connaître une crise humanitaire dynamique et complexe, résultant des graves conséquences des conflits, de la violence et de la variabilité climatique qui entraînent des déplacements, une insécurité alimentaire aiguë chronique et la malnutrition. Les attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques (NSAG) au Burkina Faso se sont multipliées depuis début 2016, avec une aggravation marquée et soutenue depuis le second semestre 2019. La fermeture des établissements de santé, des écoles et des marchés, le déplacement des populations et le mauvais accès aux services EHA sont parmi les autres impacts visibles de la crise sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso. De graves chocs climatiques, notamment une sécheresse généralisée et des inondations, ont aggravé la crise. En conséquence, les populations vulnérables touchées connaissent un déplacement dynamique avec plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, sans oublier les communautés qui les accueillent et les intègrent et les personnes qui restent dans des zones directement touchées par l'insécurité. La situation ne cesse de se détériorer depuis 2017, avec un pic observé au second semestre 2019, suivi au début de 2020 par l'apparition des difficultés de grande envergure engendrées par le COVID-19. Des 13 régions que comporte le pays, la réponse humanitaire s'est concentrée sur cinq des six régions les plus touchées en 2020, et six en 2021 (Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Nord et Sahel). Dans ces six régions, plus de trois millions et demi de personnes sont confrontées à des besoins essentiels non satisfaits, du fait de la détérioration de leurs conditions de vie; parmi elles, plus d'un million de personnes ont besoin de services liés à leur survie. Fin octobre 2019, l'équipe humanitaire de pays a été activée au Burkina Faso, remplaçant l'équipe de pays de développement humanitaire et mettant en place une architecture humanitaire plus large en réponse à l'escalade des crises. Huit clusters ont été officiellement activés au niveau national. L'analyse situationnelle CDAC fut entreprise fin 2019 afin d'identifier les besoins CCEA et les opportunités pour établir et renforcer l'engagement communautaire et la redevabilité et en faire un élément intégral de cette intervention humanitaire. L'Analyse a révélé la nécessité d'identifier et de cartographier la capacité d'engagement communautaire existante chez les acteurs humanitaires et de développement à travers la réponse, et de développer une redevabilité collective plus cohérente et efficace.

Comment ça marche ?

Le groupe de travail CEA n'a pas été envisagé comme un mécanisme consultatif technique - mais plutôt comme un élément central de l'architecture globale de coordination nationale et internationale, dans le but de renforcer les communications avec les communautés, les activités d'engagement et de participation communautaires et les efforts envers une redevabilité collective. Il est intrinsèquement lié aux clusters et aux mécanismes nationaux. La mission d'exploration et l'Analyse situationnelle qui en résulte ont imposé la cadence d'une opérationnalisation rapide, ce qui fut d'ailleurs inscrit dans les recommandations. Cette étude préalable a permis, en quelques mois, d'établir et d'encadrer les relations entre la future équipe de coordination CDAC et les participants clés du nouveau groupe de travail. Pendant la genèse de ce travail, le COVID-19 a perturbé la mise en œuvre programmée, rendant impossible les visites du conseiller technique international, et la coopération entre les membres des équipes s'est déroulée à distance et en ligne. Cependant, l'équipe de coordination a rapidement mis en place un réseau CEA à travers les membres du groupe de travail, ainsi qu'une coopération efficace avec la réponse gouvernementale RCCE COVID-19 et avec d'autres parties prenantes telles que les donateurs et les bureaux sous-nationaux de l'ONU.

Le groupe de travail CEA n'a pas été envisagé comme un mécanisme consultatif technique - mais plutôt comme un élément central de l'architecture globale de coordination nationale et internationale, dans le but de renforcer les communications avec les communautés, les activités d'engagement et de participation communautaires et les efforts envers une redevabilité collective.

Le groupe de travail
a développé la
capacité de constituer
rapidement des forces
opérationnelles ou des
sous-groupes de travail,
formés pour travailler
sur des questions et des
activités spécifiques en
réponse à une urgence
et ensuite se dissoudre.



Comment est-ce arrivé ?

CDAC et OCHA ont collaboré pour initier la mission de cadrage préalable, puis pour recruter la direction nationale de l'équipe de coordination. Grâce au réseau H2H, ils ont obtenu des fonds pour garantir les ressources essentielles pour assurer l'opérationnalisation des nouvelles plateformes et mécanismes CEA. OCHA a fourni des locaux et du personnel d'appoint, selon les besoins, y compris en administration et gestion de l'information ainsi qu'un soutien logistique aux missions sur le terrain. En raison de la pandémie du COVID-19 la majorité du travail de coordination a été entrepris à distance et en télétravail. Les premières réunions du groupe de travail se sont déroulées virtuellement et étaient essentiellement un forum où les membres pouvaient contribuer à l'établissement d'un plan d'action pour l'année à venir, et faire des retours sur les activités de chacun, mettant en évidence les lacunes et les opportunités de collaboration. Cela a abouti, en octobre 2020, à un atelier complet de formation au niveau national, qui doit se reproduire au niveau régional. Le coordinateur a pris l'initiative de filmer et de reproduire les séances de formation de cet atelier, afin que les modules soient disponibles dans les régions, où les ressources et les capacités sont plus limitées. Ces vidéos s'appuient sur des ressources spécialisées qui sont plus accessibles au niveau national mais difficiles à déployer à tous les niveaux sous-nationaux. Ces supports continueront d'être proposés pour une utilisation dans le pays et dans d'autres opérations francophones de la région et du monde.

Cette première période fut avant tout nécessaire pour renforcer la compréhension rudimentaire des moyens pour mettre en œuvre et favoriser un engagement communautaire amélioré avec les communautés affectées. Tout au long de l'année, on a constaté que cette compréhension et cette capacité se sont renforcées et le groupe a gagné en confiance pour partager et discuter des principes et des activités CEA. L'expertise nationale et internationale conjointes lors du fondement du projet ont constitué une base solide pour renforcer la compréhension des principes et de l'action CEA, et pour maintenir l'implication au sein du groupe de travail et de la communauté humanitaire au sens large.

Au cours de l'année, le groupe de travail a développé la capacité de constituer rapidement des forces opérationnelles ou des sous-groupes de travail, formés pour travailler sur des questions et des activités spécifiques en réponse à une urgence et ensuite se dissoudre. Cela a été démontré dans le soutien apporté au groupe de travail gouvernemental COVID-19 (GT-CREC) sur les messages et la diffusion d'informations aux communautés, dans un atelier dans la région Centre-Nord et dans l'analyse conjointe des enquêtes et évaluations. Dans le cas de la réponse au COVID-19, le coordinateur a veillé à ce que les membres du groupe puissent accéder à une banque de messages centralisée et assuré une étroite liaison avec les autorités gouvernementales responsables. Avec le temps et le renforcement continu des compétences, le groupe de travail sera en mesure de s'organiser et d'agir rapidement et conjointement à un besoin d'urgence. Cependant, les fondations de cette collaboration ont été posées lors de cette première phase. L'enquête organisationnelle du groupe de travail auprès des clusters, l'atelier au niveau national et une analyse conjointe des données d'évaluation sont également des preuves de la capacité des membres à s'activer rapidement en fonction des besoins ; on pourra tirer davantage parti de cette capacité et le RCCE pourrait être l'un des futurs axes de travail du GT. La constitution de forces opérationnelles/ sous-groupes de travail doit être impulsée et dirigée par l'équipe de coordination, et nécessite une bonne connaissance de la capacité de chaque membre en termes d'expertise et d'engagement actif. Le succès global de l'initiative dépend de l'amélioration des capacités et des ressources existantes dans chaque organisation membre, et de l'engagement des membres à entreprendre et à améliorer les initiatives CEA, à la fois au sein de leurs propres agences et en collaboration avec d'autres membres du groupe de travail.



Que s'est-il passé ?

Plusieurs initiatives ont émergé de cette promotion de la collaboration inter institutions via le CEAWG. Voici quelques-uns des points forts :

1. Analyse des capacités organisationnelles : cartographie des capacités et identification des lacunes en collaboration avec le ICCG.

Une enquête a été conçue et distribuée aux membres du CEAWG et des clusters pour collecter des renseignements sur :

- Les mécanismes et processus actuellement employés pour recueillir les retours des communautés affectées avant, pendant et après la mise en œuvre des programmes et projets humanitaires
- Les mécanismes en place pour gérer les retours d'information des communautés affectées, la place de ces mécanismes dans l'architecture de la réponse humanitaire, ainsi que l'existence et le potentiel de développement de mécanismes intersectoriels ou inter-agences
- L'efficacité des mécanismes en place
- Les besoins en renforcement des capacités et les recommandations des organisations membres du CEAWG et des clusters

L'analyse a été réalisée par l'équipe de coordination du CEAWG et les résultats ont été présentés au groupe et aux clusters. Les résultats ont servi à déterminer des axes de développement pour les ateliers de renforcement des capacités immédiats et futurs. Ils ont également constitué une base pour des recommandations concernant les priorités à venir pour les membres du groupe au niveau organisationnel ainsi que pour la communauté humanitaire dans son ensemble. Parmi ces recommandations, l'augmentation du nombre d'axes de travail CE/AAP, la mise en place de mécanismes de prise en charge des plaintes que les acteurs ne seraient pas en mesure de gérer, et le renforcement des mécanismes intersectoriels et inter-agences pour discuter et gérer les retours et plaintes de manière collective.

2. Atelier de formation et production vidéo : renforcement des capacités et développement des compétences

Les termes de référence du groupe de travail l'engagent également à améliorer la qualité de l'engagement avec les communautés affectées grâce au [renforcement des capacités des acteurs humanitaires](#). Un besoin mis en exergue par les résultats de l'enquête organisationnelle menée en collaboration avec le ICCG. À cette fin, en octobre 2020, et conformément aux recommandations locales sur la distanciation physique à la lumière de la pandémie COVID-19, le groupe de travail a organisé un atelier de renforcement des capacités pour aider à développer la capacité collective du groupe de travail et de ses membres. L'agenda a été élaboré à la suite d'un processus d'auto-évaluation, qui a permis aux participants d'identifier les domaines nécessitant un renforcement et les connaissances et compétences à développer. Le résultat a été un atelier approfondi de trois jours qui a abordé les défis et les opportunités d'intégrer systématiquement la communication, l'engagement communautaire et la redevabilité (CCEA) dans une réponse humanitaire en Afrique de l'Ouest. Il a fourni aux participants une compréhension de base des principes clés de la réponse humanitaire, de l'engagement communautaire et de la responsabilité grâce à la combinaison de modules d'apprentissage et d'exercices pratiques. Les participants sont sortis de l'atelier avec des connaissances approfondies, pratiques, et contextualisées autour





de diverses thématiques liées au CCEA, y compris les enquêtes de perception, les évaluations multisectorielles des besoins des communautés affectées, et la gestion des retours et des plaintes. Pour assurer la durabilité, face aux restrictions imposées par la pandémie COVID-19, et afin de fournir des supports en langue française au secteur humanitaire au sens large, les ateliers ont été filmés et montés en vidéos pédagogiques – disponibles pour toute opération humanitaire francophone.

3. Évaluations et analyse des besoins : améliorer la réactivité, la redevabilité et l'accès à l'aide

Le groupe de travail a assuré la coordination et le support technique pour l'élaboration des documents du Cycle de programmation humanitaire (HPC) 2021 du Burkina Faso (l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et le Plan de réponse humanitaire (HRP)) et inspiré les engagements AAP de la HCT en 2021. Cet exercice impliquait une analyse conjointe menée par REACH, Ground Truth Solutions (GTS) et le HCR, tous membres du groupe de travail. Ils ont mené les trois principales évaluations qui ont recueilli et analysé les besoins, les perceptions et les recommandations des communautés affectées dans le pays. Ces évaluations, qui collectaient des données directement auprès des communautés affectées, ont constitué les principales sources de renseignements pour le HNO et le HRP 2021 du Burkina Faso :

1. La rubrique Redevabilité de l'Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA), réalisée par REACH
2. Enquête sur les perceptions réalisée par GTS
3. Consultations avec les communautés affectées, menées par le HCR et l'Alliance ACT à la demande du Groupe de haut niveau sur les déplacements internes

L'évaluation conjointe a fourni des données, des conclusions communes et des indicateurs communs autour de :

- La participation et la prise de décision : points de vue des communautés affectées sur la manière dont elles ont été prises en compte dans les processus de prise de décision humanitaire
- La qualité de l'aide humanitaire : perceptions des communautés affectées sur la qualité de l'aide qu'elles reçoivent, leurs mécanismes d'aide préférés et leurs recommandations pour améliorer la réponse humanitaire
- L'autonomisation économique et les solutions durables : recommandations des communautés affectées sur comment l'aide peut être plus durable plus à même d'améliorer leurs moyens de subsistance à long terme
- L'information et la communication : les mécanismes préférés des communautés affectées pour recevoir des informations et remonter les retours et les plaintes
- Les mécanismes de retour d'information et de plainte : connaissances des communautés affectées et utilisation des mécanismes de plainte existants
- La protection : perceptions des communautés affectées quant à leur propre sécurité au quotidien et lors de l'accès à l'aide humanitaire

Les indicateurs communs de redevabilité issus de l'analyse conjointe seront inclus dans le HRP 2021 du Burkina Faso. Entre janvier et mars 2021, le groupe de travail élaborera des ensembles de sous-indicateurs et des recommandations pour leur inclusion dans la programmation des membres afin de faciliter le suivi et les comptes-rendus. Le suivi et les comptes-rendus sur les indicateurs AAP constitueront une part importante des activités du CEAWG en 2021.



Qu'avons-nous appris ?

Le renforcement des capacités est essentiel et offre des avantages démontrables et des résultats concrets

L'enquête organisationnelle entreprise par l'équipe de coordination met en évidence les zones à améliorer en termes de manque de capacité, de confusion sur les différents éléments, et d'approches d'engagement communautaire et de redevabilité. Par exemple, la C4D et comment cela est compris. Il faut renforcer davantage les capacités des agences nationales et internationales, afin qu'elles comprennent mieux comment communiquer avec les communautés touchées par les catastrophes et quelles sont les actions pertinentes et réactives qui doivent en découler. Les ateliers de formation ont été une vraie réussite. Ils ont clairement développé des capacités supplémentaires et enrichi les discussions déjà en cours dans les réunions des groupes de travail : et depuis chaque réunion du groupe de travail avance un peu plus dans ce sens. Les ressources et supports pédagogiques ont été utilisés par les membres du groupe de travail et les stagiaires. Par exemple, le document [Approches collectives de la communication et de l'engagement communautaire dans l'action humanitaire: Guide pratique pour les dirigeants et les intervenants](#), fut partagé pendant l'atelier. Le guide a été très apprécié des participants qui y ont clairement gagné une meilleure compréhension et savent désormais où trouver des ressources, grâce à des sites Web et des plateformes partagées. L'essentiel du travail a commencé, mais le défi sera d'en assurer la pérennité. Il est clair que dans l'ensemble, cette capacité doit encore être renforcée et nécessite une animation, une éducation et un engagement continus.

Les bénéfices de la plateforme CEA sont cumulatifs ; la coordination renforce les approches collectives

Le groupe de travail du CEA, en tant que plateforme centrale, est largement considéré comme un forum utile. Tout au long de l'année, les groupes ont visiblement progressé dans leur compréhension du CEA. Les interactions au sein du groupe se sont améliorées - avec une participation manifestement plus active de ses membres, davantage de questionnement et de curiosité à propos de ce que les autres membres entreprennent, et une meilleure compréhension de la nécessité de la coordination pour éviter les répétitions, partager l'apprentissage et identifier les lacunes. Le nombre d'individus et d'agences participants a augmenté au cours de l'année et au vu de sa courte existence, cette progression annonce la réussite à venir.

La durabilité de la plateforme dépend en grande partie de la disponibilité future de capacités d'animation et de ressources

Cependant, pour assurer son succès, la plate-forme demande à être animée continuellement, et avec les ressources adéquates, et il semble que beaucoup de chemin reste à parcourir. Pour une efficacité durable, il est essentiel d'évaluer l'impact et d'en démontrer les conséquences positives et de fournir les ressources nécessaires. Les membres du groupe sont certes plus compétents, mais il leur faut désormais parvenir à éduquer et de renforcer les capacités de leurs propres organisations et dirigeants afin que les ressources nécessaires soient allouées aux initiatives CEA. La création de deux groupes de travail régionaux indique une volonté de coordonner cela, mais les groupes régionaux manquent encore de capacités pour lancer et animer efficacement le travail.



Que pourrions-nous faire différemment ?



Il est nécessaire de continuer à renforcer les capacités des membres du groupe de travail CEA, afin de pouvoir répondre immédiatement et à plus long terme aux crises de communication et aux besoins des communautés touchées.

Lorsque le contexte le permet, il pourrait être plus bénéfique d'établir plus tôt une structure de direction nationale au sein du CEAWG, où le coordinateur CDAC apporterait un soutien technique direct, plutôt que de diriger et de mettre en œuvre le plan d'action, pour ensuite faciliter la transition. Le groupe de travail est désormais associé à CDAC ; cependant il était destiné à être considéré ni comme un projet isolé, ni affilié à une agence ou organisation particulière, mais plutôt comme une plateforme inter agence de services communs. CDAC cherche en général à susciter des actions et à fournir une assistance technique et des conseils – idéalement à une entité nationale telle qu'une grande ONG ou un réseau d'ONG. Dans ce cas, comme le révèle l'analyse situationnelle, il n'y avait pas d'entité nationale, ni de leadership rapidement identifiable ou de structure établie pour soutenir une telle approche. Au Burkina Faso, le but de CDAC était d'établir la plateforme nationale et développer les capacités, puis d'identifier les entités auxquelles le personnel CDAC pouvait en confier la direction. Dans le cas présent, le Forum Caritas du Burkina Faso a accepté d'assurer la co-présidence du groupe avec OCHA Burkina Faso pour 2021. Il serait intéressant d'envisager une deuxième façon de s'impliquer, qui consisterait à apporter un soutien durable au leadership local plus en amont, à identifier dès lors des indicateurs pour mesurer ce partenariat, et à prévoir le financement pour soutenir cet engagement lorsque celui-ci a été identifié comme prioritaire. Au Burkina Faso, CDAC s'est associée à OCHA pour assurer la coordination au sein du système humanitaire afin d'atteindre et d'aider les personnes touchées. Bien qu'expérimentales, le partenariat et les accords d'hébergement entre CDAC et OCHA se sont globalement révélés un succès. Il aurait peut-être été amélioré en établissant plus clairement l'accord entre les deux parties, en clarifiant davantage les rôles, les responsabilités et les modalités de compte-rendu, et en élaborant un plan de travail conjoint.

On constate en outre que l'initiative aurait bénéficié de la présence de deux employés à plein temps sur le terrain, d'un coordinateur et d'un responsable de la gestion de l'information. Il serait intéressant à l'avenir de proposer cette structure pour la mise en place de plateformes nationales.

Et ensuite ?

Alors que la phase de mise en place s'achève et que l'initiative entre dans sa deuxième phase, il sera utile d'étudier comment travailler plus étroitement et approfondir les liens avec le gouvernement national et les agences non gouvernementales sur place. Il est nécessaire de continuer à renforcer les capacités des membres du groupe de travail CEA, afin de pouvoir répondre immédiatement et à plus long terme aux crises de communication et aux besoins des communautés touchées. Une partie de ce travail consistera à mettre en place un système de réponse rapide dans lequel les membres comprennent leurs rôles et leurs responsabilités - et l'allocation des ressources - vis à vis des besoins d'urgence et de leurs propres engagements en matière de redevabilité. Concernant toutes les actions du groupe de travail, il est recommandé d'adopter un cadre de suivi de l'impact systématique et coordonné, en s'inspirant du [Cadre pour l'évaluation du succès des plateformes nationales CCE](#) publié par CDAC.

Cette étude de cas a été rédigée par **Sandra Zerbo**, coordinatrice nationale senior du CDAC pour la CCE au Burkina Faso, et **Rachel Maher**, conseillère du CEA et membre du groupe d'experts du CDAC.

Liste complète des organisations membres / clusters / groupes de travail

ACF, ACTED, Association Koom, Association Semfilms, CARE, CASH WG, CDAC, Cluster Abris, Cluster Éducation, Cluster Protection, Cluster Protection - AoR Protection de l'enfance, Cluster Protection - AoR GBV, Refugee Response Coordination, Cluster Santé, Cluster Sécurité Alimentaire, Cluster Logistique, Cluster Nutrition, Cluster WASH, CN / AEJTB, CNRST, Croix Rouge Belge, Croix Rouge Burkinabé, CRS, Deutsche Welle, RDC, Direction Régionale de la Santé de Houndé, ECHO, FAO, Fondation Hirondelle, Ground Truth Solutions, GT-GSAT, HELP, Humanity & Inclusion, ICAHD International, iMMAP, INTERSOS, IRC, Malaria Consortium, NRC, OCADES Caritas, OCHA, HCDH, OIM, OMS, OXFAM, PAM, PNUD, Refugee Response Coordination Group, REACH, SOLIDARITES, Terre des Hommes, UNCT, UNHCR, UNICEF, VIAMO.

Liste complète des ressources créés

RAPPORT : Analyse situationnelle de la communication, de l'engagement communautaire et de la redevabilité au Burkina Faso : <http://www.cdacnetwork.org/tools-and-resources/i/20200217221516-frj5k>

VIDÉOS : Renforcement des capacités au Burkina Faso / Building capacity in Burkina Faso (vidéos de formation de l'atelier de renforcement des capacités): <http://www.cdacnetwork.org/i/20201124012448-wpd6>

BLOG: L'engagement communautaire au Burkina Faso à l'heure du COVID-19 : en anglais: <http://www.cdacnetwork.org/i/20200528181713-syu0d>; en français : <http://www.cdacnetwork.org/i/20200618195624-ihx74>

BLOG: La complexité de la communication en situation de conflit : le cas du Burkina Faso : <http://www.cdacnetwork.org/i/20200217222017-iyrp2>

RESSOURCES: Plateforme de partage de ressources sur la Humanitarian Response Info : <https://www.humanitarianresponse.info/en/op%C3%A9rations/burkina-faso/engagement-communautaire-et-redevabilit%C3%A9>



Ce document a été produit dans le cadre du projet du réseau CDAC, visant à « Soutenir le lancement et l'intégration d'une approche de services communs pour la redevabilité envers les personnes affectées (AAP) et la communication et l'engagement avec les communautés, dans le but d'améliorer la redevabilité et développer la confiance et l'acceptation par la communauté pour une réponse plus efficace au Burkina Faso ». Le projet a été financé par le fonds H2H de H2H Network, qui est soutenu par les financements UK Aid du gouvernement britannique.